

Fiche de lecture

Daniel Cohen : Il faut dire que les temps ont changé...

Albin Michel, 2018

Novembre 2018



Mélancolie, Edvard Munch, 1982

Daniel Cohen est un économiste qui enseigne à l'Ecole normale supérieure. Il a fondé l'Ecole d'économie de Paris et dirige le CEPREMAP, centre de recherche destiné à mettre la recherche économique à disposition de l'administration publique. Ses ouvrages les plus connus sont « Trois leçons sur la société industrielle » (2006), « Homo economicus » (2012) et « Le monde est clos et le désir infini » (2015). Dans le premier de ces ouvrages, D. Cohen analyse les ruptures qui ont marqué l'histoire de la société industrielle, en particulier la révolution financière des années 80 : il montre le démembrement des fonctions de production avec la mondialisation. Il met l'accent sur la perte de la fonction intégrative des entreprises, sur l'accentuation de la ségrégation sociale et sur la difficulté de l'Europe à définir un nouveau modèle qui laisse une place à la promotion sociale. Dans « L'Homo economicus », il évoque les conséquences de l'amplification de la concurrence sur le travail (externalisations, délocalisations) et la fragilité systémique causée par la mondialisation financière. Enfin, dans « Le monde est clos et le désir infini », il s'interroge sur le ralentissement de la croissance avec l'avènement de la société numérique, sur les conséquences à craindre pour les emplois de la classe moyenne et pour la cohésion sociale. La contradiction entre la soif de croissance et les ressources finies du monde doit trouver une réponse mais celle-ci est difficile à élaborer.

Daniel Cohen réfléchit donc sur les mutations et les crises de l'économie et de la société, avec leurs conséquences sociales et la déception des individus devant l'échec de leurs aspirations. Son nouvel ouvrage traite le même sujet : partant de mai 1968 pour aboutir à l'avènement actuel de la société numérique, il décrit les changements économiques et sociaux survenus depuis lors.

Le contenu de l'ouvrage

L'ouvrage est composé de trois parties : la première retrace notre histoire, des années 60 et 70 à la révolution conservatrice des années 80 et 90. Les deux autres évoquent l'époque actuelle, populisme, phobie migratoire, barbaries et violences et ascension de la société digitale, avec ses risques et ses incertitudes.

Le balancier : de 1968 et de l'apogée de la société industrielle à la réaction économique et sociale des années 80 et 90

L'histoire commence en 68, avec le refus de la société de consommation et du deal de la société fordienne, qui échangeait, contre une garantie de pouvoir d'achat, un travail ouvrier routinier et dénué de sens. L'ouvrage s'attarde (un peu complaisamment) sur les interprétations divergentes sur mai 68 des intellectuels, critique artiste ou critique sociale du vieux monde, tentative marcusienne de réconcilier exigences de liberté sexuelle et mouvement social, débats entre structuralistes (selon lesquels la société tient grâce au mythe intégrateur du progrès), et sartriens, qui revendiquent le droit de l'individu à sa liberté. Reste que, si le mouvement de 68 a apporté des améliorations à la condition ouvrière et mis fin à des archaïsmes insupportables (enseignement, droits des femmes...), il s'est vite épuisé : ses prolongements (tentative « d'établissement » en usine ou de vie communautaire pour certains, violence terroriste pour d'autres) n'ont pas prospéré. 68 a été l'apogée d'une société industrielle fondée sur une forte dynamique de croissance. 5 ans après, celle-ci disparaît, par épuisement, cette fois-ci économique, du modèle fordien : les ménages sont équipés, la hausse de la productivité limite les embauches, l'augmentation du prix du pétrole va faire le reste. Après la fin des illusions (en terminer avec le travail asservissant, permettre l'épanouissement des individus en les libérant des contrôles sociaux), va venir le temps de la crise et la réaction conservatrice. L'ouvrage fait ainsi référence à l'analyse – de bon sens, voire ras des pâquerettes - de l'économiste américain Albert Hirschman, selon laquelle, en période de prospérité, les hommes éprouvent des aspirations plus hautes que celles de gagner leur vie et, en période de précarité, n'aspirent qu'à avoir un emploi et du pouvoir d'achat.

La réaction, avec les figures symboliques de Ronald Reagan aux Etats-Unis et de Margaret Thatcher en Europe, sera sévère. Elle sera économique mais aussi morale, s'adressant aux élites financières comme aux classes laborieuses populaires : le travail est salvateur, l'homme doit résister au laisser-aller des mœurs, l'Etat providence est nocif en ce qu'il rend la misère tolérable et la baisse des impôts libère les initiatives, ce dont témoigne la référence à une « courbe de Laffer » dénuée pourtant de fondement scientifique. Les actionnaires reprennent la main sur la gestion des entreprises, les inégalités se creusent, le modèle de la firme industrielle intégrant en son sein toutes les fonctions explose sous l'effet des externalisations et de l'offre de main d'œuvre peu chère dans les pays émergents. L'ouvrage soutient pourtant que la réorganisation du capitalisme a précédé la mondialisation, avec l'obsession première du « cost cutting » et de la performance. La période prépare la crise financière de 2008, à la fois parce qu'elle est marquée par une « orgie financière » des dirigeants (la bourse a été multipliée par 10 entre 1980 et 2000) et parce que, dans le souci de laisser de l'espoir à des salariés incapables d'épargner assez, les banques américaines ont encouragé l'accession à la propriété de manière déraisonnable. La révolution conservatrice, qui affichait un retour aux valeurs traditionnelles, a marqué en réalité le triomphe de la cupidité.

L'époque actuelle

- La société industrielle s'est effondrée, avec ses promesses de droit à la consommation et la fermeture des usines a changé la socialisation des personnes et provoqué la paupérisation des catégories laborieuses. La gauche s'est accommodée de la crise, voire de la financiarisation de l'économie. Le communisme, qui parvenait à canaliser la colère, se meurt. La droite a montré où menait son libéralisme sans frein. Ces échecs sont à la source du

populisme, ressentiment contre les contradictions constatées (égalité formelle et inégalités ressenties, en particulier dans l'accès à l'éducation et au pouvoir), ressentiment aussi contre les élites qui prônent l'éducation, le travail, l'hygiène de vie, l'écologie, toutes aspirations que les classes moyennes et populaires vivent comme des leçons de morale méprisantes et auxquelles elles ont la conviction de ne pas pouvoir accéder. Le socle du populisme, son crédo, c'est la xénophobie, le protectionnisme et le refus des limites verbales et des règles sociales. L'élection de D. Trump, le référendum sur le Brexit, la poussée de la famille Le Pen en France en sont l'expression.

L'histoire tourne en rond : la période rappelle la crise des années 30, avec la perte des repères politiques et idéologiques, la destruction d'une société de classes organisée, un mal-être subjectif qui va au-delà de l'appartenance à une catégorie sociale. Hannah Arendt explique ainsi l'arrivée du totalitarisme par la crise émotionnelle d'individus qui se sentent ruinés, abaissés, en insécurité économique et culturelle, unis par la haine de l'ordre établi.

Au populisme s'ajoute, partout, même en Scandinavie ou aux Pays-Bas qui auraient dû en être protégés, la phobie migratoire. Le refus des migrants ne repose pas, comme certains voudraient le faire croire, sur la peur de l'Islam. Il frappe des Mexicains aux Etats-Unis et des Polonais lors du Brexit. L'enjeu n'est pas, en réalité, économique : la lutte pour la cohésion ethnique cache la lutte pour une cohésion culturelle et sociale et la volonté de rester « entre soi », quitte à élever des murs.

Au final, force est de conclure que la violence, qui a nettement régressé dans nos sociétés, en particulier depuis le début des années 2000, réapparaît sous d'autres formes : la barbarie djihadiste d'abord (l'interprétation du sociologue Oliver Roy, selon lequel la radicalisation des jeunes est une révolte qui utilise l'Islam sans que celui-ci en soit la racine, s'avérant, en France du moins, plus juste que l'explication par le fanatisme religieux). La violence est aussi, dans la vie quotidienne, celle des activités à risque, de la culture, des films, des jeux vidéos comme celle de la haine exprimée sur les réseaux sociaux.

- Quelles sont, parallèlement, les évolutions économiques ? Des années 70 à aujourd'hui, c'est l'ascension, finalement rapide, de la société digitale. Fondée au départ sur un idéal libertaire, avec l'espoir de faciliter l'accession des individus au temps libre, à l'éducation et aux loisirs, le mouvement (informatisation des tâches, Internet, algorithmes et, aujourd'hui, Intelligence artificielle) est devenu très puissant : extraordinaire rapidité de calcul, capacité de mémoire fantastique, meilleure capacité de reconnaissance et de cognition que l'homme, enfin logiciels capables, tel un cerveau humain, de se perfectionner eux-mêmes grâce à l'expérience.

Ces évolutions sont désormais au centre d'inquiétudes : les économistes craignent qu'elles annoncent un monde sans croissance (ou à croissance ralentie) et, de fait, la « digitalisation » n'a pas produit, jusqu'ici du moins, de choc de compétitivité identique à celui qui a marqué les débuts de la société industrielle. Les sociologues et psychologues craignent une « robotisation » de l'homme : servitude volontaire à des outils de communication vide, perte de la pratique de la lecture et de la capacité d'analyse, montée de la solitude et de la tristesse, augmentation de la violence anonyme dans les réseaux sociaux, effacement de la sphère privée, disparition du sens de l'histoire et dépossession de soi. Quant aux salariés, ils craignent la disparition des emplois, perspective que la plupart des économistes récusent, arguant que, jusqu'ici, le progrès technique a toujours été bon pour l'emploi.

Pourtant, l'on constate déjà une polarisation des emplois, certains (à fort rendement d'échelle) captant les hauts revenus et d'autres (emplois de proximité, petit commerce, petit artisanat, service à la personne) situés en bas de l'échelle salariale. La part des revenus du travail baisse dans le revenu national et les entreprises qui se développent (GAFA, Netflix, voire hôtellerie et commerce interentreprises), étant toutes économes en main d'œuvre. Rien ne garantit que la numérisation soit au final favorable au travail, même si, aujourd'hui, le changement de modèle n'est pas encore là : l'on en est encore à l'optimisation des process de la société de services.

Quel avenir ? Une élite bien rémunérée formée d'ingénieurs, informaticiens, logisticiens et commerçants de haut vol, entourée d'une domesticité mal payée ? Ou une société plus performante où la machine améliorerait la compétence professionnelle (suivi des malades, visites virtuelles, cours en ligne...) et valoriserait les qualités humaines que les robots ne pourront pas atteindre (agir en dehors des protocoles, accomplir plusieurs tâches à la fois ou interpréter subtilement une consigne) ? Un respect du modèle actuel des GAFA ou une régulation de leur pouvoir et de leur taille, le refus de leur monopole, la création en parallèle de banques de données spécialisées, de réseaux d'assistance aux élèves, aux malades... ? Le maintien de l'abêtissement des réseaux sociaux ou une « recivilisation » des relations interpersonnelles, le retour à la lecture et à la capacité de compréhension des contenus ?

Appréciation

Malgré la multiplication des références de tous ordres (moins d'ailleurs à des économistes qu'à des philosophes, politistes ou sociologues), le livre se lit très facilement : il nous parle de nous, de ce que nous vivons, de notre histoire récente. Il donne une grille d'explication, au moins historique, qui passe par la description des périodes qui ont précédé notre société et en ont accouché. Il montre les ruptures et les élans, en explique les conséquences économiques et sociales et il est particulièrement percutant sur celles qui concernent le travail dans une économie numérisée. Il souligne alors la peur qui nous saisit devant le risque de disparition des emplois ou de déshumanisation de nos relations sociales.

La faiblesse est sans doute dans le projet lui-même, qui est de faire comprendre ce qui se passe plus que de donner des clefs pour trouver des voies différentes. Au demeurant, le livre ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà : mais il met des mots très clairs sur la réalité. Surtout, l'alerte est là mais pas vraiment les alternatives : les désillusions se succèdent sur les modèles de société successifs, la réalité actuelle est décrite de manière très sombre (et convaincante) mais comment dominerons-nous la crise actuelle ? Bien évidemment, il existe un paragraphe final, où l'auteur appelle de ses vœux une vision critique sur la manière dont l'économie aujourd'hui reconfigure nos vies, avec l'objectif de tirer parti de ses avantages (l'ouverture aux savoirs) sans laisser la technique prendre le dessus ni renoncer à nos valeurs. Dans nombre d'interviews, l'auteur affirme que « tout est ouvert » et que des voies existent pour reconstruire une société plus équilibrée, soucieuse de construire « un bien commun » et de protéger la cohésion sociale. Cette déclaration reste de faible poids face à celui des constats, tous exacts, tous pessimistes ou, en tout cas, tous empreints d'incertitudes et d'interrogations.